

Questions orales

notre pays, ils ont combattu pour défendre nos libertés et les valeurs que nous respectons au Canada. Nous continuerons à le faire en restant sensibles aux besoins de nos anciens combattants et en veillant à leurs intérêts.

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le ministre dit que les anciens combattants se sont beaucoup dévoués pour donner au pays, mais il n'explique pas pourquoi il leur demande de faire encore plus en versant—3 000 \$ par an—pour les soins qu'ils reçoivent du gouvernement.

Des voix: C'est une honte!

[Français]

M. Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, je cite la page 4 du document budgétaire:

L'économie est en période de croissance ralentie. Il n'y a pas lieu de s'en étonner ni d'essayer de l'éviter.

Le ministre semble jouir du fait qu'il force l'économie dans une récession. Le ministre annonce des augmentations des taux d'intérêt et du taux de chômage. Je demande donc au ministre: Pourquoi n'admet-il pas que c'est lui qui force notre économie à tomber dans une récession que les Canadiens ne désirent pas?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le chef de l'opposition vient de prouver encore une fois qu'il pratique la politique de l'autruche.

Des voix: Oh, oh!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Nous devons être francs avec les Canadiens, adopter une attitude réaliste face aux perspectives économiques et reconnaître qu'il faut s'attendre au ralentissement de la période actuelle de croissance. L'emploi continuera de croître durant l'année qui vient.

Nous estimons toutefois qu'il importe de passer à travers cette période de croissance ralentie afin de pouvoir juguler l'inflation avec laquelle nous sommes aux prises depuis deux ans. Mon ami n'est probablement pas d'accord puisque c'est exactement ce qu'a fait le gouvernement qu'il appuyait à la fin des années 1970. Ce dernier n'a pas tenu compte du double problème de l'inflation et du déficit.

Résultat: un taux de chômage de 13 p. 100, des taux d'intérêt de 20 p. 100 et plus, un taux d'inflation de 13 p. 100 et plus. En somme, une catastrophe pour le pays.

Mon ami peut sans doute tirer des leçons du passé. C'est ce que nous allons éviter grâce à la politique que nous suivons.

M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Je veux lui assurer que les Canadiens ne vont pas oublier les leçons du passé.

Lors de la dernière campagne électorale, le parti libéral a dit que, si les conservateurs étaient réélus, on assisterait à des compressions budgétaires dans le domaine de la santé, de l'enseignement et du développement régional, ainsi qu'à des augmentations d'impôts.

Pendant les élections, on a traîné devant les caméras le ministre des Finances pour qu'il traite de menteurs le chef libéral d'alors et mon parti les accusant d'alarmer les Canadiens.

Monsieur le Président, la vérité est contenue dans le budget. Le ministre des Finances supprime des lits dans les hôpitaux, il augmente les frais de scolarité, il met fin aux programmes de développement régional. . .

Des voix: Oh, oh!

M. Tobin: . . .il force les provinces à augmenter les impôts.

Pourquoi le ministre des Finances n'admet-il pas que ce budget qui trahit les Canadiens ne va pas assurer la prospérité? C'est un plan de bataille pour faire la guerre aux provinces, dont les victimes seront les malades, les personnes âgées, les chômeurs et—ce qui est un scandale—nos anciens combattants, nos autochtones, les jeunes de notre pays et les contribuables canadiens.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, lors des élections de 1984 et de 1988, les Canadiens n'ont pas oublié les leçons du passé et c'est pourquoi ils ont élu mon parti pour gouverner le Canada.

Des voix: Bravo!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Ils ont choisi mon parti pour gouverner parce qu'ils pouvaient compter sur le gouvernement pour faire face aux problèmes et non pas essayer de les esquiver comme mon collègue nous conseille de le faire.